Indicateurs de progrès du Québec

Mesure du bien-être et de la richesse nationale

Édition 2023

Plusieurs agences statistiques à travers le monde ont entrepris d'améliorer la mesure du progrès des sociétés en allant au-delà du produit intérieur brut (PIB). Guidées par la nécessité de mieux suivre l'évolution et le caractère durable du bien-être au sein des populations, ces initiatives se sont multipliées, notamment dans la foulée des travaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des Nations Unies.

En juin 2022, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) s'est engagé à son tour à contribuer à la mesure du progrès en diffusant les *Indicateurs de progrès du Québec pour la mesure du bien-être et de la richesse nationale*, des indicateurs clés qui permettent d'apprécier les multiples dimensions du progrès en complément du PIB. L'ISQ les a sélectionnés avec soin en s'appuyant sur une méthode rigoureuse et sur divers critères de qualité de l'information statistique, tels que la pertinence et l'intelligibilité[1].

Comme l'approche se veut flexible et évolutive, l'ISQ recueille les suggestions du public et poursuit le développement de la mesure du progrès pour en préserver le bien-fondé, tout en continuant de s'appuyer sur une démarche rigoureuse.

1. Pour plus d'information, voir le cadre conceptuel et méthodologique.

Pourquoi mesurer le progrès ?

Les personnes accordent généralement beaucoup d'importance à la santé, à l'éducation, à la qualité de l'environnement et à des conditions matérielles comme le revenu. Le bien-être des générations futures est aussi une préoccupation partagée par plusieurs personnes.

Pourquoi faut-il mesurer le bien-être des personnes et suivre l'évolution des ressources qui assureront le bien-être des jeunes générations et des générations futures ? Parce que ce qu'on ne mesure pas risque d'être ignoré. Parce que, pour améliorer la vie des personnes, il est primordial de connaître l'évolution des dimensions de la vie auxquelles elles accordent de la valeur. Les débats constructifs et la bonne gouvernance reposent sur de l'information la plus complète et la plus objective possible.

L'indicateur traditionnel, soit le produit intérieur brut (PIB), est à lui seul insuffisant pour mesurer le progrès. Les *Indicateurs de progrès du Québec pour la mesure du bien-être et de la richesse nationale* le complètent afin de permettre la mesure des multiples dimensions du progrès. Ils tiennent compte des inégalités au sein de la population et de la soutenabilité de l'activité humaine.

INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DU QUÉBEC

Québec

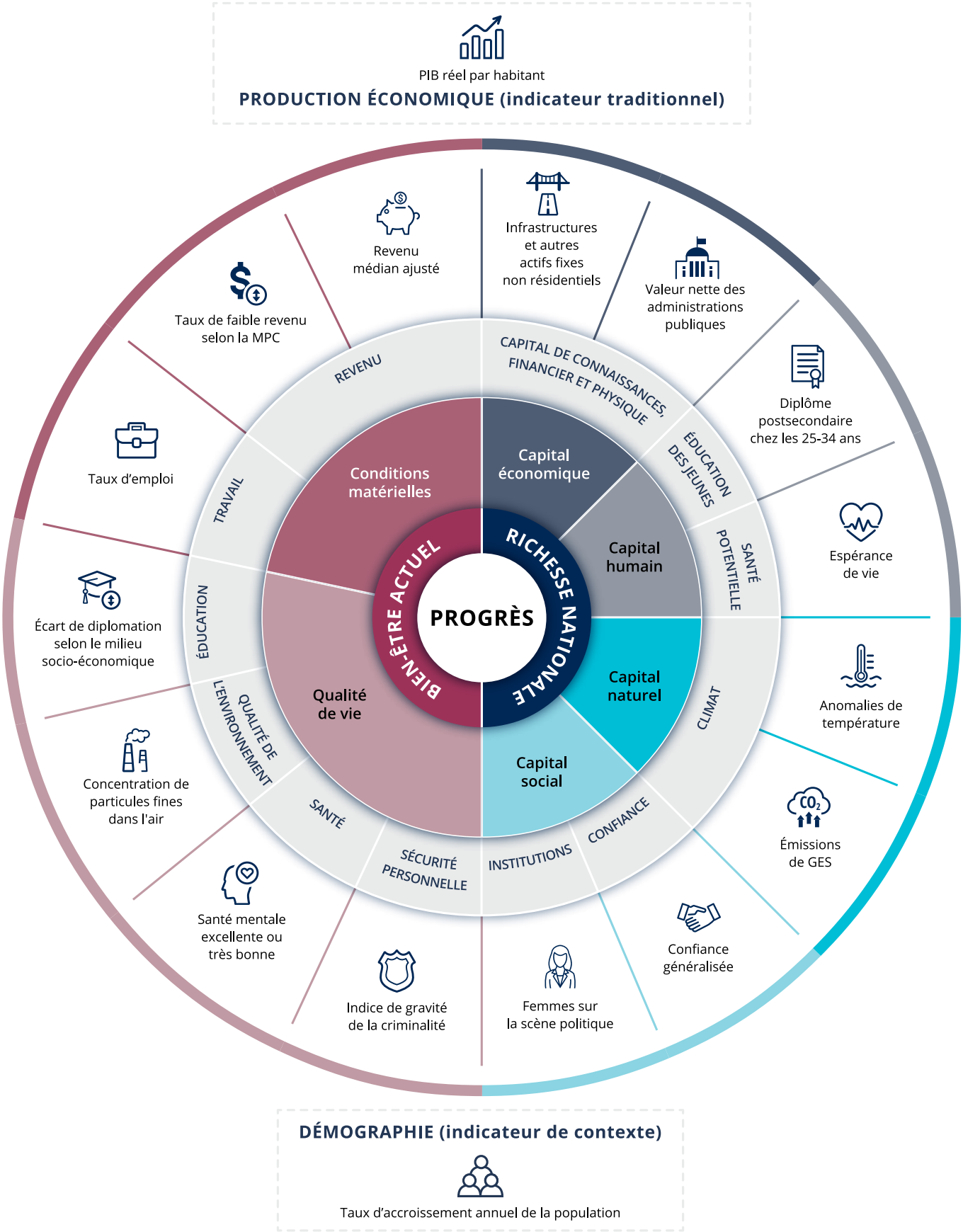
Le **progrès**, c'est beaucoup plus que l'avancement technologique : c'est avant tout l'amélioration de la santé, de l'éducation et de la sécurité pour que tout le monde puisse atteindre ses aspirations. C'est aussi une plus grande richesse nationale pour que nos enfants et leurs enfants soient en santé et éduqués, et pour qu'ils puissent bénéficier d'une planète au climat stable, d'une société où les personnes ont confiance en leurs voisins et d'infrastructures bien entretenues.

Le **bien-être**, c'est parvenir à atteindre ses aspirations. Nous pouvons les atteindre si nous sommes en santé et en sécurité, si nous avons accès à un environnement sain et si nous avons un revenu suffisant.

La **richesse nationale**, c'est l'ensemble du patrimoine légué aux jeunes et aux générations futures. Les ressources qui leur permettront d'atteindre leurs aspirations ont plusieurs dimensions, par exemple les infrastructures, la machinerie et les logiciels, la stabilité du climat, la santé et l'éducation des jeunes, la confiance envers les autres et la possibilité pour tous de s'engager politiquement.

Halfpoint / Shutterstock

Indicateurs sélectionnés dans le cadre de mesure du progrès pour le Québec



Indicateurs de progrès du Québec, tableau de bord 2023

Indicateur	Dernière donnée de la période	Période	Direction de la variation au cours de la période
Progrès traditionnel **Produit intérieur brut (PIB) réel**	**47 778** $ enchaînés (2012)/hab	2006-2021	▲
Bien-être actuel			
Revenu **Revenu médian ajusté**	**48 658** $ constants (2020)	2005-2020	▲
Revenu **Taux de faible revenu selon la Mesure du panier de consommation (MPC)**	**4,8** %	2015-2020	▼
Travail **Taux d'emploi**	**80,3** %	2007-2022	▲
Éducation **Écart de diplomation selon le milieu socio-économique**[1]	**23,3** p. de %	Cohorte 2005 (suivie jusqu'en 2012) à cohorte 2014 (suivie jusqu'en 2021)	▼
Qualité de l'environnement **Dépassements du seuil pour la concentration de particules fines dans l'air**[2]	**24** jours	2009-2022	▼
Santé **Santé mentale excellente ou très bonne**	**65,8** %	2015-2021	▼ [3]
Sécurité personnelle **Indice de gravité de la criminalité**[4]	**54,3**	2006-2021	▼

Note : Pour chaque indicateur, une analyse a été réalisée pour établir l'existence ou l'absence d'une tendance au cours de la période couverte. Les tendances ont été établies à partir de deux méthodes distinctes.

Dans une large majorité de cas, l'existence d'une relation entre le temps et les résultats des indicateurs a été déterminée à partir d'analyses de régression linéaire. Lorsque l'association entre les résultats et le temps est significative au seuil de 5 %, une tendance se dégage. Inversement, lorsque l'association n'est pas significative, on ne peut conclure à une tendance claire au cours de la période.

Dans les cas où le nombre d'observations est plus restreint, des tests d'égalité de proportion ont été effectués entre les résultats de la première année et ceux de la dernière année. Ces tests nous permettent, par exemple, de conclure à un résultat significativement plus élevé (ou plus faible) pour la dernière année que pour la première année, au seuil de 5 %.

Sources : Les sources sont énumérées à partir de la page 7.

Direction de la variation

- ▲ Augmentation
- ▼ Diminution
- ▬ Aucune tendance significative
- ✖ N'est pas utilisé comme une mesure du progrès

Interprétation relative au progrès

- ⊕ Tendance favorable au progrès
- ⊖ Tendance défavorable au progrès
- ○ Aucune conclusion possible quant au progrès

1. L'écart de taux de diplomation et de qualification 7 ans après l'entrée au secondaire est calculé entre les élèves du décile 1 de l'indice de milieu socio-économique et ceux du décile 10.
2. Selon les lignes directrices de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de 2005, le seuil quotidien est de 25 µg/m³ sur 24 h (pas plus de 3 jours par année, consécutifs ou non). En septembre 2021, l'OMS a publié de nouvelles lignes directrices plus strictes. Le nombre de jours de dépassement est sommé pour l'ensemble des stations prises en compte.
3. La proportion de la dernière année est significativement différente de la première année au seuil de 5 %.
4. L'indice de gravité de la criminalité est établi sur la base 2006 = 100 pour le Canada.

Indicateurs de progrès du Québec, tableau de bord 2023

Indicateur	Dernière donnée de la période	Période	Direction de la variation au cours de la période
Richesse nationale			
Capital de connaissances, financier et physique **Infrastructures, bâtiments non résidentiels, machines et produits de propriété intellectuelle**	**41 847** $ enchaînés (2012)/hab	2006-2021	▲ ⊕
Capital de connaissances, financier et physique **Valeur nette des administrations publiques**[5]	**– 16 710**[p] $/hab	2008-2021	▲ ⊕
Éducation des jeunes **Détention d'un diplôme postsecondaire chez les 25-34 ans**	**79,5** %	2007-2022	▲ ⊕
Santé potentielle **Espérance de vie**	**82,3**[p] années	2007-2022	▲ ⊕
Climat **Anomalies de température (réf. 20e siècle)**	**1,6**[p] degrés Celcius	1922-2022	▲ ⊖
Climat **Émissions de gaz à effet de serre (GES)**[6]	**81 594** kt. éq. CO_2	2009-2020	▬ ⊖
Confiance **Confiance généralisée**[7]	**44,2** %	2003-2020	▲ ⊕ [8]
Institutions **Présence des femmes sur la scène politique**[9]	**35,4** %	2007-2022	▲ ⊕
Contexte **Taux d'accroissement de la population**	**17,2**[p] pour mille		✖

p Donnée provisoire

Direction de la variation

- ▲ Augmentation
- ▼ Diminution
- ▬ Aucune tendance significative
- ✖ N'est pas utilisé comme une mesure du progrès

Interprétation relative au progrès

- ⊕ Tendance favorable au progrès
- ⊖ Tendance défavorable au progrès
- ○ Aucune conclusion possible quant au progrès

5. Les administrations publiques couvertes par l'indicateur comprennent les administrations générales fédérale, provinciales, territoriales et locales, p. ex. les établissements de santé. Elles ne comprennent pas les entreprises publiques.
6. Statistiques compilées conformément au Système de comptabilité économique et environnemental des Nations Unies.
7. Le suivi des tendances doit être effectué avec prudence en raison d'un changement de mode de collecte en 2020 (passage vers un mode de collecte électronique).
8. La tendance est établie de façon différente pour cet indicateur en raison du nombre d'observations. L'analyse est basée sur des tests d'égalité de proportion entre la dernière et la première observation. La proportion de la dernière année est significativement différente de la première année, au seuil de 5 %.
9. Représentation moyenne des femmes élues aux élections générales fédérales, provinciales et municipales.

Le progrès global du Québec raconté

La société québécoise a évolué positivement à de nombreux égards : le taux d'emploi et le revenu des personnes se sont accrus dans les 16 dernières années, et la pauvreté a diminué depuis 2015, ce qui concorde avec la croissance du PIB par habitant observée entre 2006 et 2021. Ces tendances se sont accentuées en 2020 en raison de la mise en place de mesures de soutien du revenu durant la pandémie de COVID-19. On observe donc une hausse annuelle exceptionnelle du revenu des personnes et une baisse du taux de faible revenu d'une ampleur inhabituelle. La concentration de particules fines dans l'air, un indicateur de la qualité de l'environnement, a diminué depuis 2009, bien que des problèmes locaux subsistent. Or, malgré ces avancées, la proportion de la population qui percevait sa santé mentale comme étant très bonne ou excellente a diminué entre 2015 et 2020.

L'amélioration de plusieurs dimensions du bien-être actuel et le renforcement des capitaux économique, humain et social concourent au progrès du Québec. L'économie du Québec a profité d'un stock grandissant d'infrastructures, de constructions et de matériel pouvant être réutilisé pour la production de biens et de services, dont des services publics, et la viabilité des finances publiques commence à s'améliorer. La proportion des personnes de 24 à 35 ans détenant un diplôme d'études postsecondaires a progressé et l'espérance de vie de la population s'est accrue, signes que les capitaux économique et humain sont en croissance. Le capital social, évalué d'après le niveau de confiance que les personnes ont les unes envers les autres, a augmenté entre 2003 et 2020. La représentation des femmes en politique s'est améliorée : bien qu'elles demeurent sous-représentées parmi les élus en 2022, leur présence en tant que députée et mairesse s'est accrue depuis 2007.

Varavin88 / Shutterstock

Malgré une tendance lourde indiquant que moins de crimes ont été déclarés par les services policiers depuis 16 ans, la criminalité s'est accrue dans la province de 2020 à 2021. Aussi, l'écart de diplomation au secondaire s'est creusé entre les élèves favorisés et défavorisés entre 2020 et 2021, bien que la tendance indique une diminution depuis une décennie.

Ces tendances favorables au progrès évoluent néanmoins sur fond d'incertitude, notamment en raison de l'instabilité du climat. Les émissions de gaz à effet de serre (GES) au Québec ont fluctué, mais n'ont pas diminué de façon significative entre 2009 et 2020, contrairement à ce qui était attendu pour lutter contre les changements climatiques. Toutefois, le ralentissement de plusieurs secteurs économiques en 2020 a permis une diminution des émissions de gaz à effet de serre à court terme. Enfin, l'ampleur des anomalies de température par rapport à la normale du 20e siècle a augmenté depuis 100 ans et, depuis 1998, la température annuelle moyenne a été chaque année supérieure à cette normale. Les effets de ces changements sur le capital naturel et sur le bien-être sont multidimensionnels. Par exemple, les feux de forêt, de plus en plus fréquents, contribuent à détériorer la qualité de l'air sur de vastes territoires, en plus de détruire des ressources naturelles et de menacer directement des communautés.

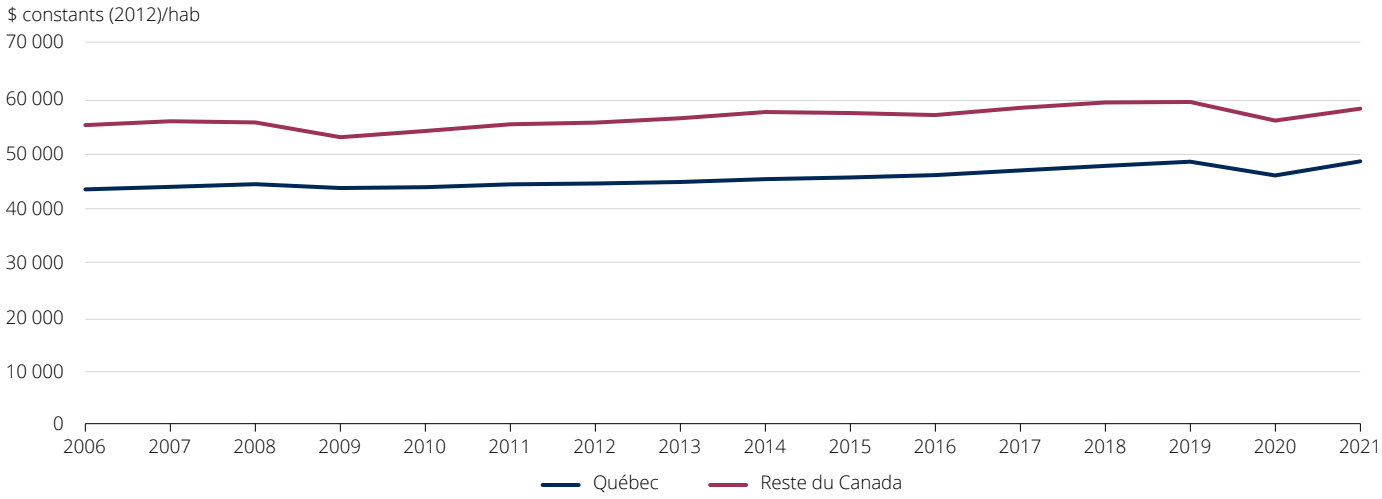
Les indicateurs de progrès du Québec ne permettent pas encore de prendre la pleine mesure des effets des changements climatiques ni de ceux de la pandémie de COVID-19. Les tendances relatives à certaines dimensions du progrès, notamment le revenu, la pauvreté et les émissions de GES montrent des signes d'amélioration qui pourraient être temporaires. En effet, les bouleversements survenus depuis le début de la pandémie ont entraîné des répercussions importantes sur le revenu des particuliers. Les différentes mesures de soutien mises en place n'étant pas permanentes, il est donc probable que certains gains observés soient transitoires[2]. De plus, la reprise économique indique que les données sur la diminution de GES sont à interpréter dans le contexte économique prévalent pendant la pandémie[3]. L'évolution du bien-être et de la richesse de la société québécoise doit donc être envisagée en tenant compte des risques causés par les bouleversements et les chocs extérieurs.

2. INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022), *Revenu et faible revenu des particuliers en 2020 : répercussions de la première année de la pandémie de COVID-19*, [En ligne]. [statistique.quebec.ca/fr/document/revenu-faible-revenu-particuliers-2020-repercussions-pandemie-covid-19/publication/revenu-faible-revenu-particuliers-2020-repercussions-pandemie-covid-19-analyse#faible].
3. ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE CANADA (2023, mis à jour le 25 mai), *Émissions de gaz à effet de serre*, [En ligne]. [www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/indicateurs-environnementaux/emissions-gaz-effet-serre.html].

Production économique (indicateur traditionnel)

Produit intérieur brut (PIB) réel par habitant

Produit intérieur brut (PIB) réel par habitant, Québec et reste du Canada, 2006 à 2021



Sources : Statistique Canada, *Tableau 36-10-0222-01 Produit intérieur brut, en termes de dépenses, provinciaux et territoriaux, annuel* et *Tableau 17-10-0005-01 Estimations de la population au 1er juillet, par âge et sexe.*

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Le PIB réel par habitant du Québec affiche une hausse marquée entre 2020 et 2021 (+ 5,7 %) ; il est passé de 45 526 $/hab à 48 133 $/hab. Cette hausse est notamment expliquée par les effets négatifs importants qu'a eus la pandémie de COVID-19 sur le niveau d'activité économique au cours de 2020. Si on ne peut dégager de tendance significative quant à l'évolution du PIB réel par habitant au Québec depuis 2017, on observe depuis 2006 un taux de croissance annuel moyen de 0,8 %.

En comparaison, dans le reste du Canada, le PIB réel par habitant est plus élevé, mais a crû plus modestement entre 2020 et 2021 ; il est passé de 55 610 $/hab à 57 790 $/hab (+ 3,9 %). Tout comme au Québec, le PIB/hab dans le reste du Canada croît depuis 2006, mais le taux de croissance annuel moyen est moins élevé que celui du Québec (0,4 % c. 0,8 %).

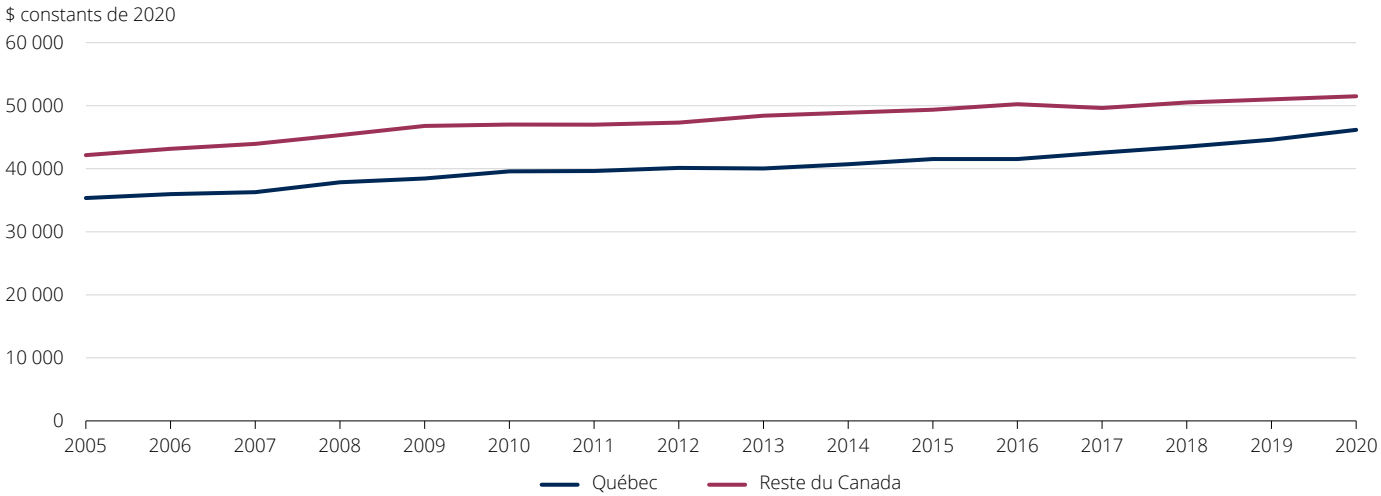
Aussi, la croissance du PIB a été plus stable au Québec. En effet, la variation du PIB du Québec a été négative seulement deux années depuis 2006 (dont 2020, année marquée par la pandémie), comparativement à cinq années dans le reste du Canada pour la même période. Cette stabilité diminue l'insécurité financière, ce qui contribue également au progrès.

La croissance du PIB réel par habitant depuis 2006 a favorisé l'accroissement du bien-être. En effet, celle-ci signifie que l'économie du Québec génère maintenant davantage de valeur ajoutée par habitant, ce qui permet, sans toutefois le garantir, l'accroissement des revenus individuels.

Revenu

Revenu médian ajusté

Revenu médian ajusté après impôt, Québec et reste du Canada, 2005 à 2020



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu* (2005-2011, données révisées entre 2010 et 2011 pour faciliter les comparaisons avec la période débutant en 2012) et *Enquête canadienne sur le revenu* (2012-2020), fichiers maîtres.

Adaptation : Institut de la statistique du Québec.

Entre 2005 et 2020, le revenu médian ajusté après impôt des ménages, exprimé par personne et en dollars constants, a augmenté de près de 12 400 $ au Québec ; il est passé de 36 300 $ à 48 700 $. Cette hausse représente une croissance annuelle moyenne de 2,0 % sur une période de 15 ans. Au cours des 5 dernières années, la hausse est d'environ 6 500 $ (42 200 $ c. 48 700 $), pour une croissance annuelle moyenne de 2,9 %. En 2020, le revenu médian ajusté affiche une augmentation annuelle exceptionnelle de 2 100 $ (+ 4,5 %) par rapport à 2019 (46 600 $ c. 48 700 $). Celle-ci est notamment attribuable aux mesures de soutien du revenu mises en place par les gouvernements pour contrer l'effet de la contraction de l'activité économique durant la première année de la pandémie de COVID-19.

Malgré des tendances à la hausse similaires, le revenu médian ajusté du reste du Canada est supérieur à celui du Québec. Celui-ci est passé de 43 500 $ en 2005 à 54 600 $ en 2020, soit une augmentation de 11 100 $ au cours de la période, pour une croissance annuelle moyenne de 1,5 %. L'augmentation du revenu médian ajusté observée entre 2015 et 2020 correspond à près de 3 900 $ (environ 3 000 $ au cours de la dernière année seulement). Cette hausse d'une ampleur inhabituelle a été plus importante dans le reste du Canada qu'au Québec (5,7 % c. 4,5 %).

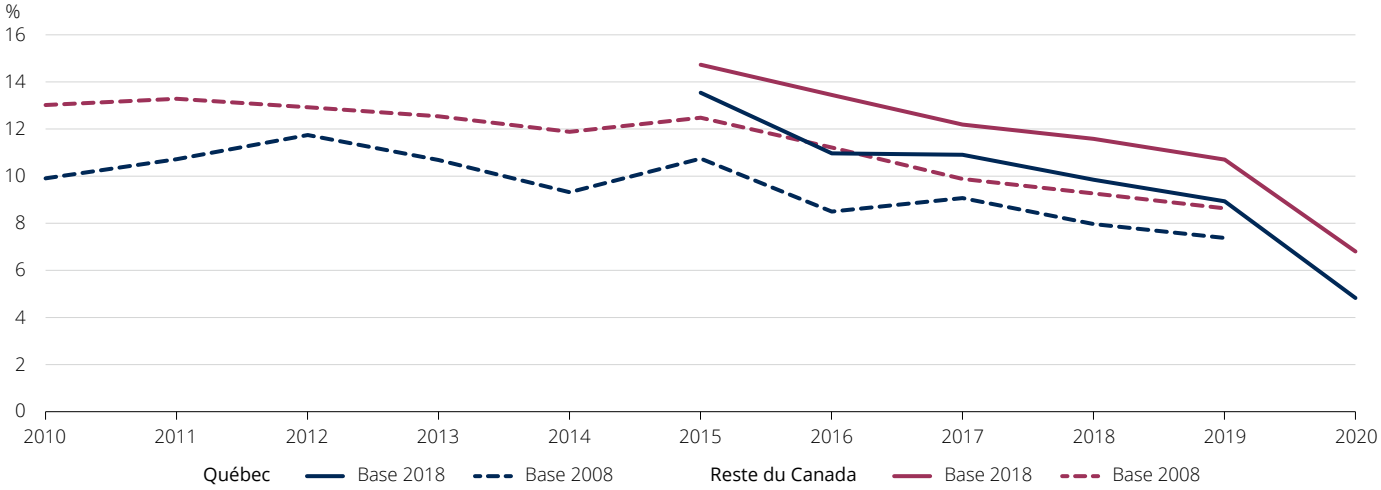
Ces résultats indiquent que la situation financière de la population canadienne s'est globalement améliorée entre 2005 et 2020, une amélioration qui est plus marquée au Québec que dans le reste du Canada. En 2021, les personnes vivant au Québec comme dans le reste du Canada, où la croissance annuelle de l'inflation a atteint un sommet en près de 30 ans, ont commencé à ressentir les répercussions de la hausse du coût de la vie. Avant 2021, les hausses nominales annuelles des revenus médians sont généralement restées supérieures à celles de l'indice des prix à la consommation annuel moyen, ce qui a eu pour effet de maintenir le pouvoir d'achat des consommateurs.

Quoiqu'une partie de la population vive toujours en situation de pauvreté, la hausse globale observée du revenu traduit dans l'ensemble la capacité croissante des individus à satisfaire leurs besoins essentiels et à se protéger d'imprévus économiques ou personnels, mais aussi à atteindre certains objectifs qui ont de l'importance à leurs yeux. L'accroissement des revenus exprime ainsi l'amélioration du bien-être et favorise le progrès du Québec.

Revenu

Taux de faible revenu selon la Mesure du panier de consommation (MPC)

Taux de faible revenu selon la Mesure du panier de consommation (MPC), années de base 2008 et 2018, particuliers, Québec et reste du Canada, 2010 à 2020



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu* (2010-2011, données révisées entre 2010 et 2011 pour faciliter les comparaisons avec la période débutant en 2012) et *Enquête canadienne sur le revenu* (2012-2020), fichiers maîtres.

Adaptation : Institut de la statistique du Québec.

En 2020, 4,8 % de la population du Québec vivait sous le seuil du faible revenu selon la Mesure du panier de consommation (MPC)[4] de l'année de base 2018, ce qui représente une diminution de 8,7 points de pourcentage par rapport au niveau de 2015 (13,5 %). Le taux de faible revenu selon la MPC suit une tendance à la baisse depuis 2015. Or, en 2020, lors de la première année de la pandémie de COVID-19, la diminution observée est d'une ampleur exceptionnelle, soit de 4,1 points de pourcentage par rapport à 2019. Celle-ci est entre autres attribuable aux mesures de soutien du revenu mises en place par les gouvernements pour soutenir les personnes touchées par les ralentissements de l'activité économique, telles que les prestations d'urgence et de relance économique. Ces prestations ont eu pour effet d'augmenter le revenu après impôt des particuliers et particulières, et d'ainsi réduire les taux de faible revenu. Les événements survenus en 2020 ont entraîné des répercussions importantes sur le revenu des particuliers et particulières. Il est probable que certaines tendances observées en 2020 soient temporaires.

Dans le reste du Canada, le taux de faible revenu était de 6,8 % en 2020. Comme au Québec, celui-ci a diminué graduellement entre 2015 et 2019 (– 4,0 points de pourcentage) et plus fortement en 2020 (– 3,9 points de pourcentage). Le taux de faible revenu généralement plus faible observé au Québec indique une situation plus favorable dans la province que dans le reste du Canada.

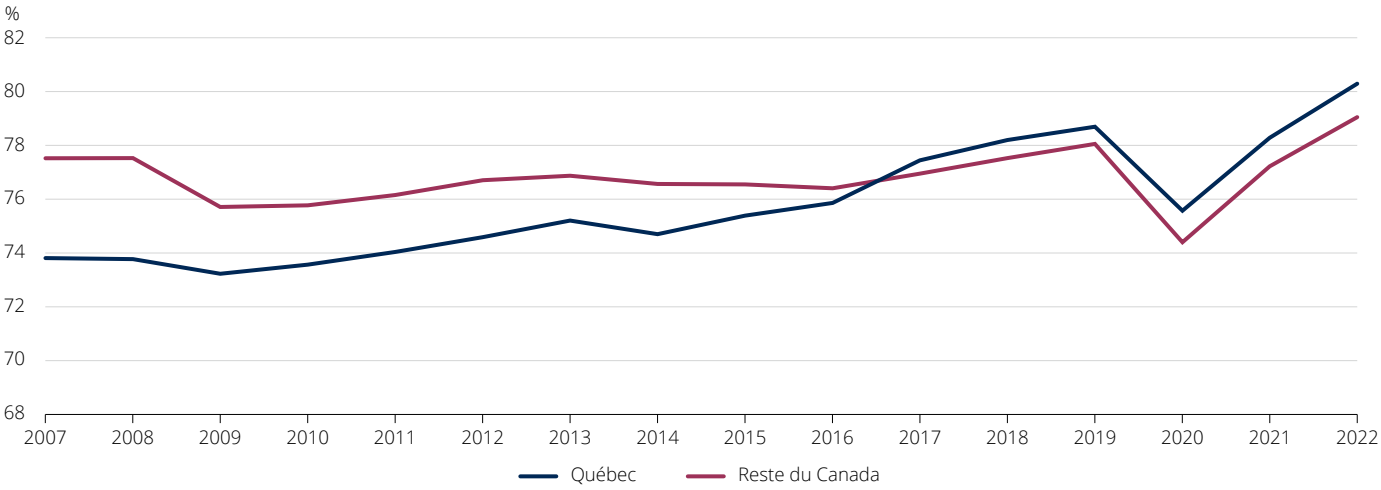
Le recul de la pauvreté au Québec traduit non seulement une croissance du nombre de personnes en mesure de combler leurs besoins de base et de vivre au-delà des conditions de vie modestes décrites par la MPC, mais également une diminution des inégalités. Le bien-être de la population et le progrès du Québec s'en voient donc favorisés.

4. Pour plus d'information sur cet indicateur, voir la page Revenu – Définitions et informations utiles.

Travail

Taux d'emploi

Taux d'emploi, population de 25 à 64 ans, Québec et reste du Canada, 2007 à 2022



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, fichiers maîtres.
Adaptation : Institut de la statistique du Québec.

En 2022, 80,3 % de la population de 25 à 64 ans occupent un emploi au Québec. Malgré un soubresaut en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, on observe une tendance à la hausse du taux d'emploi entre 2007 et 2022. S'établissant à 73,8 % en début de période, le taux d'emploi s'est accru en moyenne d'environ 0,5 % par année. Le taux d'emploi de la population de 25 à 64 ans a crû de 0,6 % par année au cours des cinq dernières années, malgré les tendances divergentes dues à la décroissance de l'activité économique durant la pandémie. Par ailleurs, en 2022, le taux d'emploi du Québec a dépassé d'un peu plus d'un point de pourcentage et demi son niveau d'avant la pandémie (78,7 % en 2019).

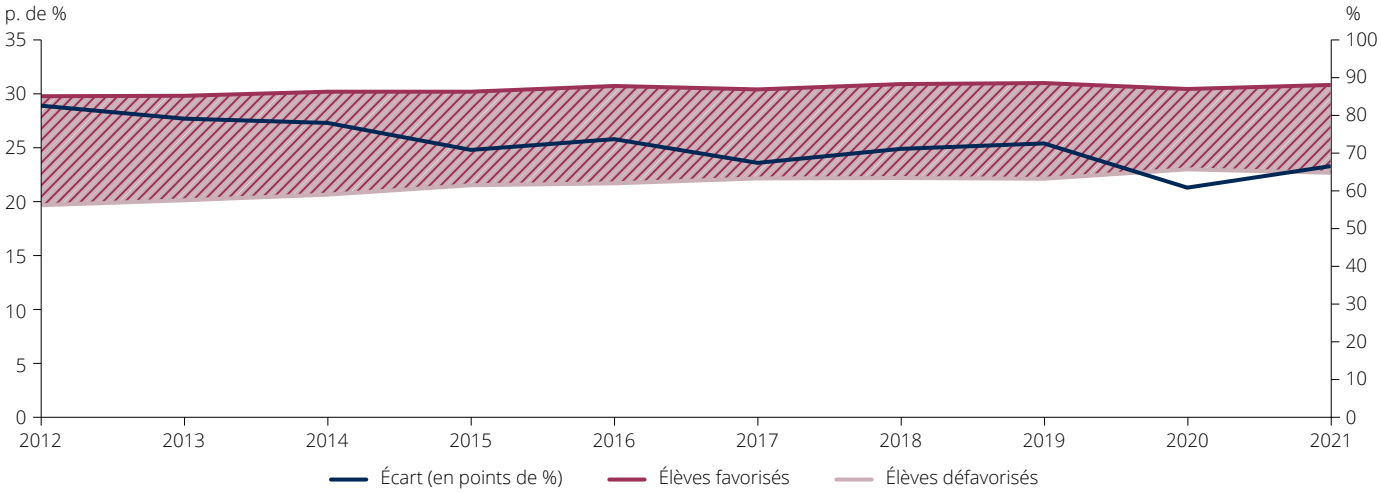
Le taux d'emploi du reste du Canada s'est établi à 79,1 % en 2022, ce qui correspond à un retard d'un peu plus d'un point de pourcentage par rapport au Québec. Malgré un niveau supérieur à celui du Québec entre 2007 et 2016, le taux d'emploi du reste du Canada est demeuré inférieur à celui du Québec depuis 2017. En raison de variations irrégulières, aucune tendance significative ne se dégage quant à l'évolution du taux d'emploi dans le reste du Canada.

La croissance du taux d'emploi indique qu'une plus grande part de la population du Québec occupe un emploi. Par le fait même, cette part de la population profite des bénéfices qui en découlent, dont le fait de toucher un revenu, d'acquérir des compétences et de ressentir un sentiment d'utilité. Le bien-être s'est donc accru, contribuant ainsi au progrès du Québec.

Éducation

Écart de diplomation selon le milieu socio-économique

Taux et écart de diplomation et de qualification au secondaire 7 ans après l'entrée entre les élèves du décile supérieur et ceux du décile inférieur de l'indice de milieu socio-économique (IMSE), Québec, cohortes de 2005 à 2014



Source : MEQ, PSP, DGSRG, DIS, *Taux de diplomation et qualification par cohorte au secondaire – édition 2022*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Entre 2012 et 2021, l'écart entre les proportions d'élèves issus de milieux favorisés et ceux issus de milieux défavorisés ayant obtenu une première sanction au secondaire a diminué de 5,6 points de pourcentage, passant de 28,9 % à 23,3 %. Cette baisse traduit une augmentation générale de la diplomation des élèves du Québec depuis 2012, qui est encore plus marquée chez les élèves issus de milieux défavorisés.

Malgré la tendance à la baisse de l'écart de diplomation entre les élèves favorisés et défavorisés depuis 2012, l'écart a augmenté de 2 points de pourcentage entre 2020 et 2021, passant ainsi de 21,3 % à 23,3 %. Cette augmentation est attribuable à une hausse du taux de diplomation des élèves issus de milieux favorisés (+ 1,1 point de pourcentage), et à une diminution de celui des élèves issus de milieux défavorisés (– 0,9 point de pourcentage).

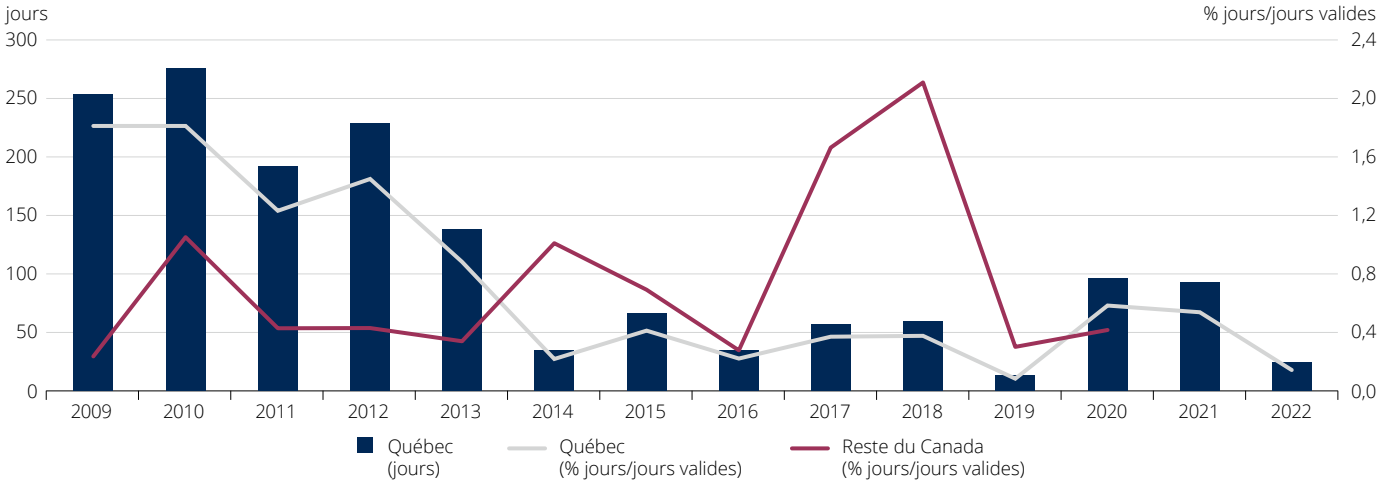
En raison de la pandémie de COVID-19, le système scolaire du Québec a subi d'importantes perturbations quant aux méthodes d'apprentissage et d'évaluation (cours en ligne, annulation des épreuves uniques, etc.). Ces changements ont pu avoir des répercussions différentes sur les élèves en fonction de leur milieu socio-économique.

L'éducation, mesurée au moyen du taux de diplomation, a progressé pendant la période 2012-2021. Malgré un écart persistant, on observe une diminution des inégalités liées aux conditions socio-économiques héritées. Plus de personnes ont donc profité des effets positifs de l'obtention d'un diplôme ou d'une qualification, notamment en ce qui a trait à l'activité sur le marché du travail et des revenus qui en découlent. Leur bien-être s'en voit donc amélioré.

Qualité de l'environnement

Dépassements du seuil pour la concentration de particules fines dans l'air

Nombre de jours de dépassement du seuil international pour la concentration de particules fines dans l'air, Québec et reste du Canada, 2009 à 2022



Note : Au moment de la rédaction de ce bulletin, les résultats pour le reste du Canada ne sont pas disponibles pour les années 2021 et 2022.

Sources : Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP), *Réseau de surveillance de la qualité de l'air du Québec*. Environnement et Changement climatique Canada, *Programme de surveillance national de la pollution atmosphérique*.

Compilation : MELCCFP et Institut de la statistique du Québec.

Le nombre de jours de dépassement du seuil de concentration de particules fines dans l'air au Québec a diminué en moyenne de 16,6 % entre 2009 et 2022. Le pourcentage de jours de dépassement (par rapport au nombre de jours où la mesure est valide) permet de comparer la situation du Québec avec celle du reste du Canada jusqu'en 2020.

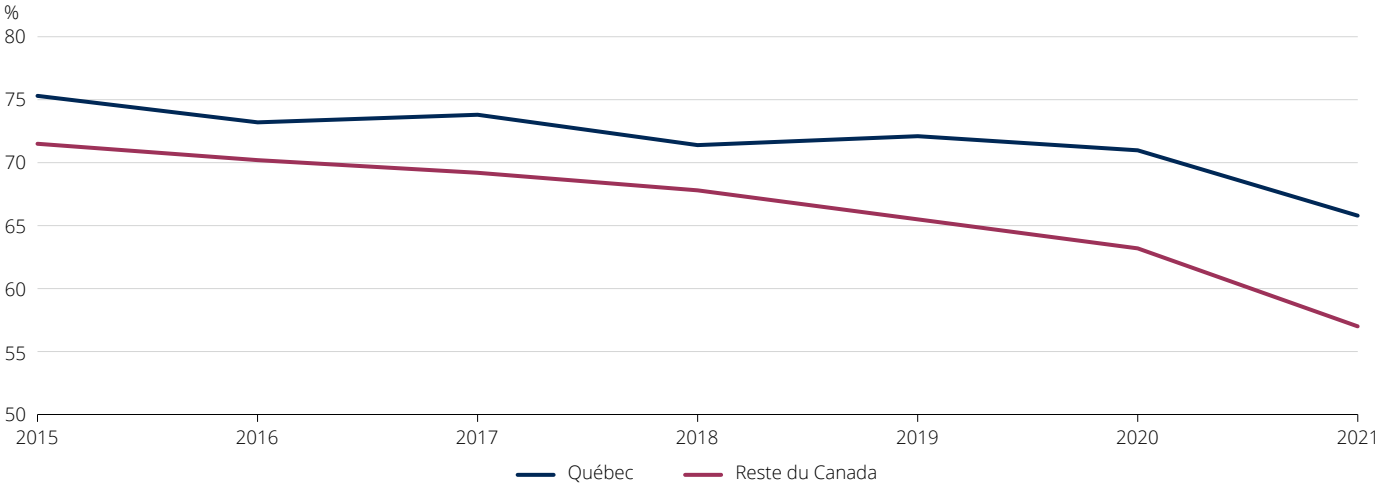
Ailleurs au Canada, on constate qu'aucune tendance significative ne se dégage entre 2009 et 2020 quant à la concentration de particules fines dans l'air. Les nombreux dépassements observés en 2017 et 2018 sont le résultat des feux de forêt majeurs qui ont touché l'Ouest canadien. En 2022, les feux de forêt ont eu un effet moindre sur la qualité de l'air que ceux des années précédentes, ce qui a contribué à l'amélioration observée.

En 2022, 24 jours de dépassements ont été observés au Québec, ce qui indique en moyenne une meilleure qualité de l'air comparativement aux années précédentes. Pour l'ensemble de la période, la réduction du nombre de jours de dépassement depuis 2009 au Québec représente une amélioration de la qualité de l'air, ce qui est bénéfique pour la santé et le bien-être.

Santé

Santé mentale excellente ou très bonne

Proportion de la population de 12 ans et plus percevant sa santé mentale comme très bonne ou excellente, Québec et reste du Canada, 2015 à 2021



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC)*, 2015 à 2021, fichiers maîtres – composante annuelle.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En 2021[5], environ 66 % de la population québécoise de 12 ans et plus considérait sa santé mentale comme excellente ou très bonne, ce qui constitue une diminution d'environ cinq points de pourcentage par rapport à 2020 (71 %). Cette proportion suit une tendance à la baisse entre 2015 et 2021. Au début de la période, elle était d'environ 75 %.

Dans le reste du Canada, la proportion de la population qui percevait sa santé mentale comme très bonne ou excellente s'établissait à 57 % en 2021, en baisse constante par rapport à 2015 (72 %). Entre 2020 et 2021, la diminution est d'environ six points de pourcentage. De plus, la proportion de personnes percevant sa santé mentale comme excellente ou très bonne y est plus faible qu'au Québec pour chacune des années examinées.

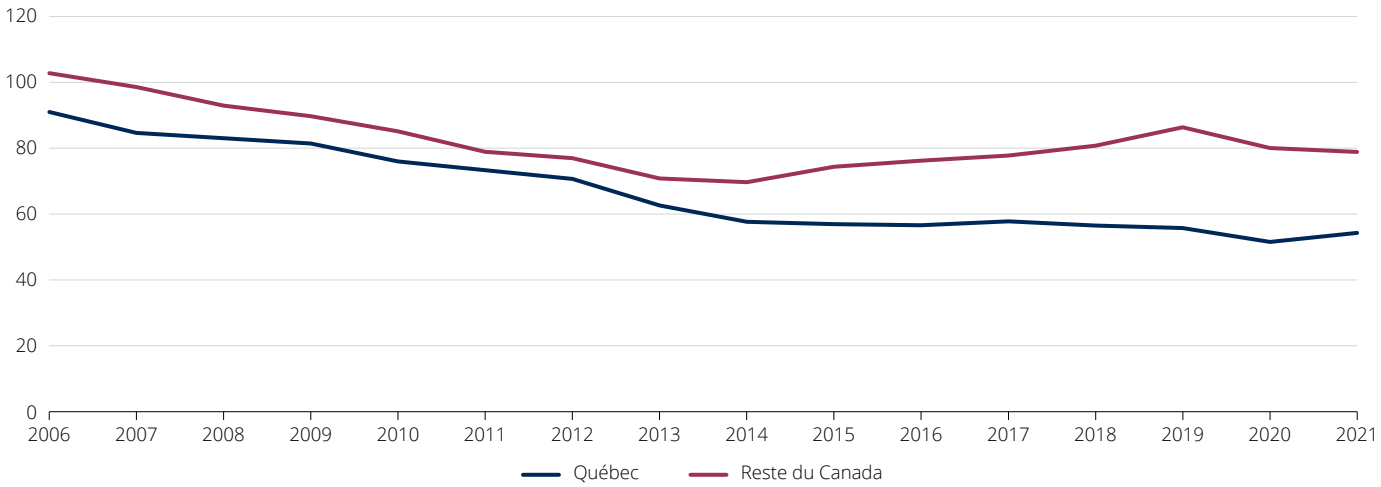
En raison des effets potentiels sur la capacité des personnes à se réaliser et à participer pleinement à la société, la diminution de la part de la population percevant sa santé mentale comme très bonne ou excellente pourrait influer négativement sur le bien-être des individus.

5. La pandémie de COVID-19 a eu de grandes répercussions sur la collecte de données pour l'ESCC, tant en 2020 qu'en 2021, ce qui a entraîné une baisse significative des taux de réponse. De plus, le taux de réponse observé en 2021 a également été affecté en raison de contraintes opérationnelles liées au Recensement de 2021. Bien que des efforts aient été déployés afin de minimiser tout biais dû à la non-réponse, l'interprétation de ces données doit être faite avec prudence, en particulier lors de l'analyse de l'évolution du phénomène.

Sécurité personnelle

Indice de gravité de la criminalité

Indice de gravité de la criminalité, Québec et reste du Canada, 2006 à 2021



Source : Statistique Canada, *Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire, tableau 35-10-0026-01.*
Adaptation : Institut de la statistique du Québec.

Le volume et la gravité des crimes déclarés par les services policiers, mesurés au moyen de l'indice de gravité de la criminalité (IGC), ont diminué de 40 % au Québec entre 2006 et 2021. La baisse est particulièrement importante en 2020 (– 7,5 % par rapport à 2019) au Québec, première année de la pandémie de COVID-19. Cette diminution marquée est attribuable au recul de certaines infractions, notamment celles contre la propriété, une tendance qui serait liée aux mesures sanitaires en place[6,7].

Après une baisse importante en 2020, liée notamment aux mesures sanitaires mises en place durant la première année de pandémie, un rebond de l'IGC a été observé au Québec en 2021 (+ 5,3 %). Cette augmentation est notamment due à une hausse importante des agressions sexuelles de niveau 1[8] et à l'augmentation de la fraude[9].

Au cours des 16 dernières années, la criminalité est demeurée moins grave au Québec que dans le reste du Canada. L'écart en faveur du Québec s'est même creusé entre 2014 et 2021, puisque l'IGC a diminué au Québec (– 5,8 %) et augmenté dans le reste du Canada (+ 13,2 %). En 2021, on observe la situation inverse, soit une baisse de l'IGC dans le reste du Canada (– 1,5 %) et une hausse au Québec (+ 5,3 %).

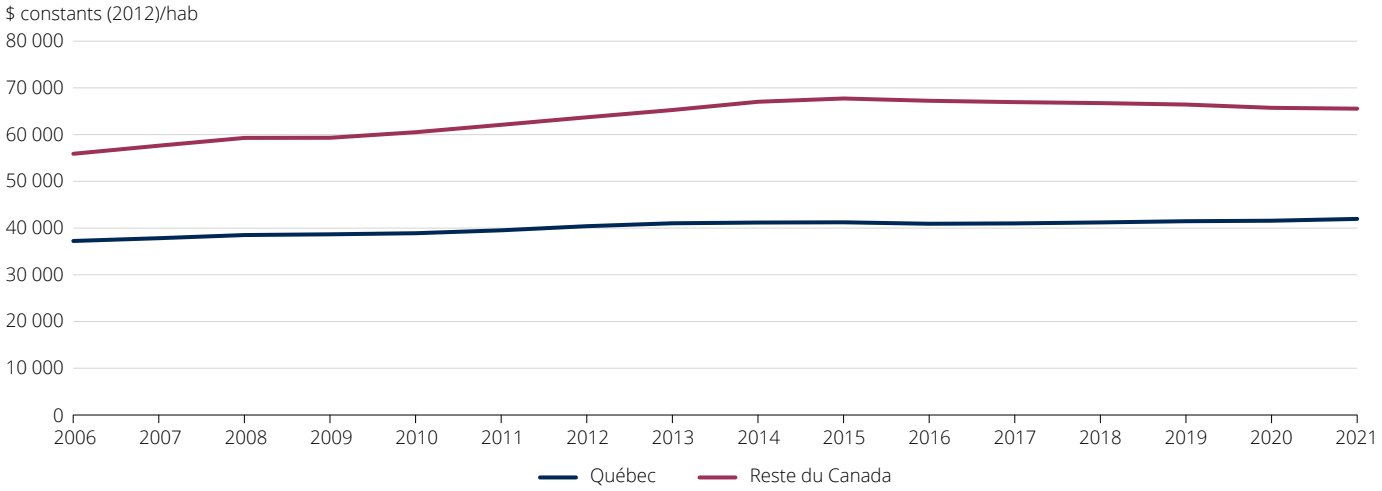
Le recul de la criminalité au cours des 16 dernières années reflète une amélioration de la sécurité personnelle au Québec. La population évolue dans un environnement globalement plus sécuritaire, ce qui permet aux individus de s'accomplir plus librement. Le bien-être s'en voit donc amélioré.

6. Greg MORNEAU (2021), « Statistiques sur les crimes déclarés par la police au Canada, 2020 », *Juristat*, [En ligne], nº 85-002-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, p. 21 [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/85-002-x/2021001/article/00013-fra.pdf?st=ilwbQ-fR].
7. Ministère de la Sécurité publique (2021). *Criminalité au Québec : principales tendances 2020*, [En ligne], [cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/securite-publique/publications-adm/publications-secteurs/police/statistiques-criminalite/stats-annuelles-principales-tendances/stats_criminalite_principales_tendances_2020_2.pdf?1647024126].
8. Les agressions sexuelles de niveau 1 sont les infractions de nature sexuelle non armées ou n'ayant causé aucune blessure corporelle apparente à la victime.
9. Greg MORNEAU (2022), « Statistiques sur les crimes déclarés par la police au Canada, 2021 », *Juristat*, [En ligne], nº 85-002-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, p. 7 [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/85-002-x/2022001/article/00013-fra.pdf?st=HG7H53pu].

Capital de connaissances, financier et physique

Infrastructures, bâtiments non résidentiels, machines et produits de propriété intellectuelle par habitant

Valeur des infrastructures, des bâtiments non résidentiels, des machines et des produits de propriété intellectuelle par habitant, Québec et reste du Canada, 2006 à 2021



Sources : Statistique Canada, *Tableau 36-10-0096-0 Flux et stocks de capital fixe non résidentiel, selon l'industrie et le type d'actif, Canada, provinces et territoire* et *Tableau 17-10-0005-01 Estimations de la population au 1er juillet, par âge et sexe.*

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Entre 2006 et 2021, la valeur des infrastructures, des bâtiments non résidentiels, des machines et des produits de propriété intellectuelle (actifs fixes non résidentiels) a augmenté en moyenne de 0,8 % par année au Québec. Cette valeur s'est établie à 41 955 $/hab en 2021.

Au cours de la même période, le taux de croissance annuel moyen était un peu plus élevé dans le reste du Canada, où la valeur des actifs fixes non résidentiels a crû en moyenne de 1,1 % par année. Dans le reste du Canada, la valeur des actifs fixes non résidentiels est considérablement plus élevée que celle du Québec pour l'ensemble de la période ; elle s'est établie à 65 563 $/hab en 2021.

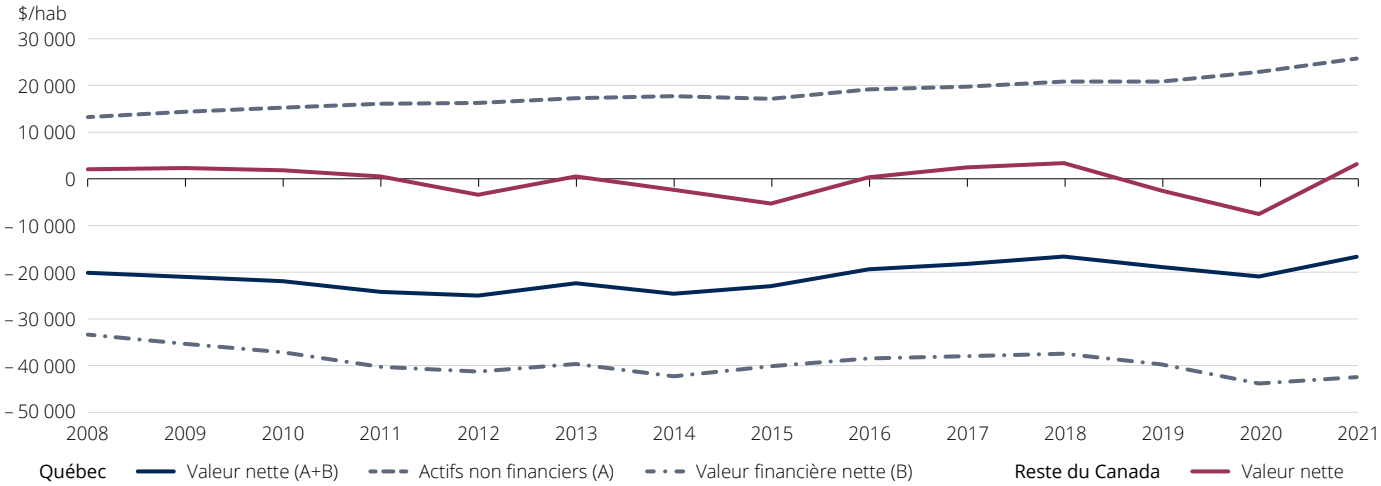
L'analyse des tendances plus récentes révèle toutefois des différences entre le Québec et le reste du Canada. En effet, la valeur des actifs fixes non résidentiels est en augmentation constante depuis 2016 au Québec (+ 2,5 %) ; elle est passée de 40 917 $/hab à 41 955 $/hab. Dans le reste du Canada, cette valeur diminue constamment ; elle était de 67 257 $/hab en 2016, contre 65 563 $/hab en 2021 (– 2,5 % durant la période).

La croissance de ce capital signifie qu'un plus grand volume d'actifs produits (de connaissances et physiques) peut être exploité pour la production de biens et de services, par exemple par les entreprises, les institutions sans but lucratif et les administrations publiques. Ce volume grandissant de capital est aussi utilisé directement par la population, par exemple pour ce qui est des infrastructures de transport. Ainsi, les investissements ont été suffisants pour compenser la dépréciation du capital et l'accroissement populationnel, ce qui porte à croire que les générations futures pourront bénéficier de ce capital pour leur bien-être.

Capital de connaissances, financier et physique

Valeur nette des administrations publiques par habitant

Valeur nette (Québec et reste du Canada), valeur financière nette et actifs non financiers des administrations publiques fédérale, provinciales et locales consolidées, (Québec), 2008 à 2021



Note : Les données de l'année 2021 sont provisoires.

Sources : Statistique Canada, *Tableaux 10-10-0147-01* et *10-10-0016-01 Statistiques de finances publiques canadiennes (SFPC)* et *Tableau 17-10-0005-01 Estimations de la population au 1er juillet, par âge et sexe.*

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

De 2008 à 2021, la valeur nette (courbe A+B) des administrations publiques consolidées (fédérale, provinciale et locales) pour le Québec a augmenté ; elle est passée de – 20 145 $ à – 16 710 $ par habitant. Cette valeur est toutefois inférieure à celle observée dans le reste du Canada, qui est passée de 2 049 $ à 3 151 $ par habitant pour la même période. Tant au Québec que dans le reste du Canada, la valeur nette a augmenté par rapport à l'année précédente (2020), année durant laquelle plusieurs dépenses non récurrentes ont été engagées en réponse à la pandémie de COVID-19. Ainsi, la valeur nette des administrations publiques s'est rapprochée de son niveau prépandémique.

Au Québec, la valeur des actifs non financiers (courbe A), une des composantes de la valeur nette, a connu une hausse entre 2008 et 2021 ; elle est passée de 13 214 $/hab à 25 757 $/hab, ce qui représente un taux de croissance annuel moyen de 5,3 %. L'augmentation de la valeur des actifs non financiers signifie que les administrations ont investi dans différents actifs, tels que des infrastructures ou des équipements[10]. La valeur financière nette (VFN), seconde composante de la valeur nette (courbe B), est passée de – 33 359 $/hab en 2008 à – 42 468 $/hab en 2021, ce qui constitue en moyenne une baisse de 1,9 % par année.

Une VFN des administrations publiques par habitant en diminution peut entraîner des risques quant à la capacité des administrations publiques à maintenir le niveau des biens et des services. Toutefois, la valeur des actifs non financiers a crû plus rapidement que la VFN pour l'ensemble de la période. La somme de la valeur des actifs non financiers et de la VFN fait que la valeur nette des administrations publiques consolidées du Québec commence à tracer une tendance positive. En contrepartie, aucune tendance claire ne se dégage dans le reste du Canada au cours des 14 dernières années.

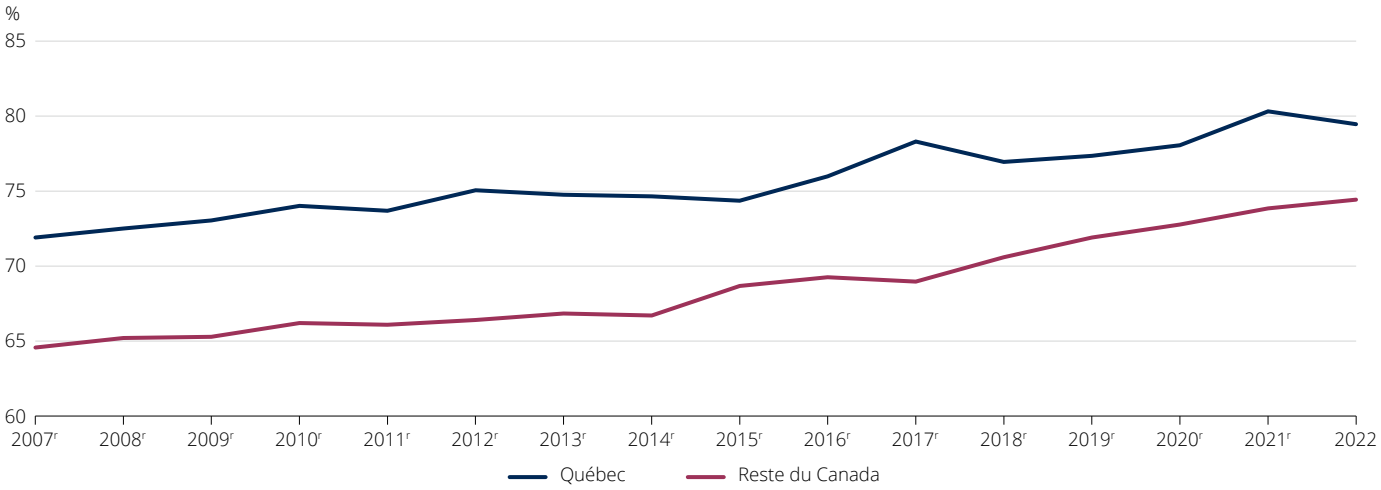
L'accroissement simultané des actifs non financiers et de la VFN au Québec signifie que l'endettement s'est traduit par des investissements, par exemple, dans les hôpitaux ou les autoroutes. Finalement, la croissance, plutôt discrète, de la valeur nette des administrations publiques par habitant au Québec pour la période témoigne du maintien de la capacité de ces administrations à investir dans les infrastructures et à fournir les biens et les services publics.

10. Pour plus de détails sur la définition des concepts, consulter la section Notes méthodologiques de l'indicateur.

Éducation des jeunes

Détention d'un diplôme postsecondaire chez les 25 à 34 ans

Proportion de la population de 25 à 34 ans détenant un diplôme postsecondaire, Québec et reste du Canada, 2007 à 2022



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, fichiers maîtres.
Adaptation : Institut de la statistique du Québec.

Au Québec, 79,5 % des jeunes de 25 à 34 ans détiennent un diplôme ou un certificat de la formation professionnelle, d'études collégiales ou d'études universitaires en 2022. De 2007 à 2022, cette proportion a crû en moyenne de 0,7 % annuellement, pour une hausse totale de 7,6 points de pourcentage durant cette période.

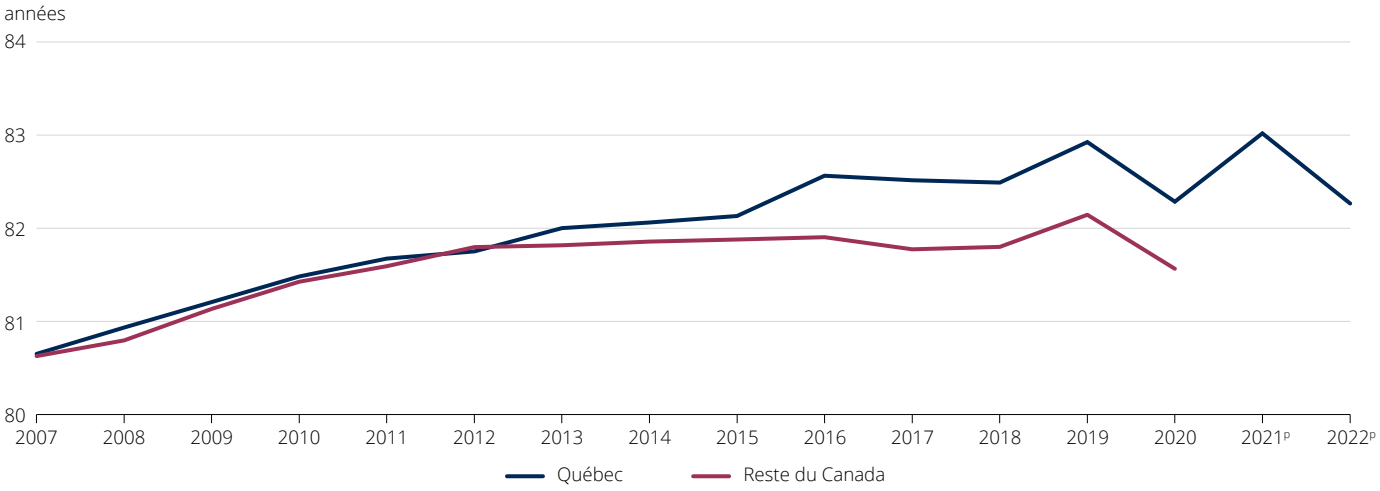
La détention d'un diplôme postsecondaire chez les 25-34 ans est plus élevée au Québec que dans le reste du Canada. En 2022, 74,4 % des jeunes Canadiens et Canadiennes hors Québec détiennent un tel diplôme ou certificat. À l'image de la tendance observée pour le Québec, cette proportion est également en hausse dans le reste du Canada depuis 2007 (+ 9,9 points de pourcentage). Malgré un niveau plus élevé au Québec pour l'ensemble de la période, la croissance de la détention d'un diplôme postsecondaire est plus marquée dans le reste du Canada (15 % c. 11 %). On observe ces mêmes tendances au cours des cinq dernières années.

La hausse de la détention d'un diplôme postsecondaire chez les jeunes au cours des 15 dernières années indique une croissance du bagage de compétences et de connaissances. Ce capital de connaissances pourra être transmis aux générations futures pour maintenir ou améliorer la production et l'innovation, ce qui contribue à la richesse nationale et au progrès du Québec.

Santé potentielle

Espérance de vie

Espérance de vie à la naissance, Québec et reste du Canada, 2007 à 2021/2022



Sources : Institut de la statistique du Québec, *Registre des événements démographiques* ; Statistique Canada, *Tableau 13-10-0709-01 Décès, selon le groupe d'âge et le sexe*.
Compilation et calculs : Institut de la statistique du Québec.

L'espérance de vie de la population québécoise s'est accrue de deux ans entre 2007 et 2016, mais depuis, elle fluctue en deçà de 83 ans. Au Québec, comme dans le reste du Canada, une hausse avait été enregistrée en 2019, immédiatement suivie en 2020 par une baisse marquée due au début de la pandémie de COVID-19[11,12]. Après avoir connu un rebond en 2021, l'espérance de vie de la population québécoise a diminué et s'est établie à 82,3 ans en 2022. Cette nouvelle baisse peut être associée à différents facteurs, dont la poursuite de la pandémie et la reprise de la circulation d'autres virus respiratoires.

Depuis quelques années, l'espérance de vie du Québec est supérieure à celle observée dans le reste du Canada. Le ralentissement des gains est plus prononcé dans le reste du Canada, et on constate même une période de stagnation entre 2012 et 2018. Cette stagnation est principalement due à la crise des opioïdes, qui touche des groupes d'âge relativement jeunes[13].

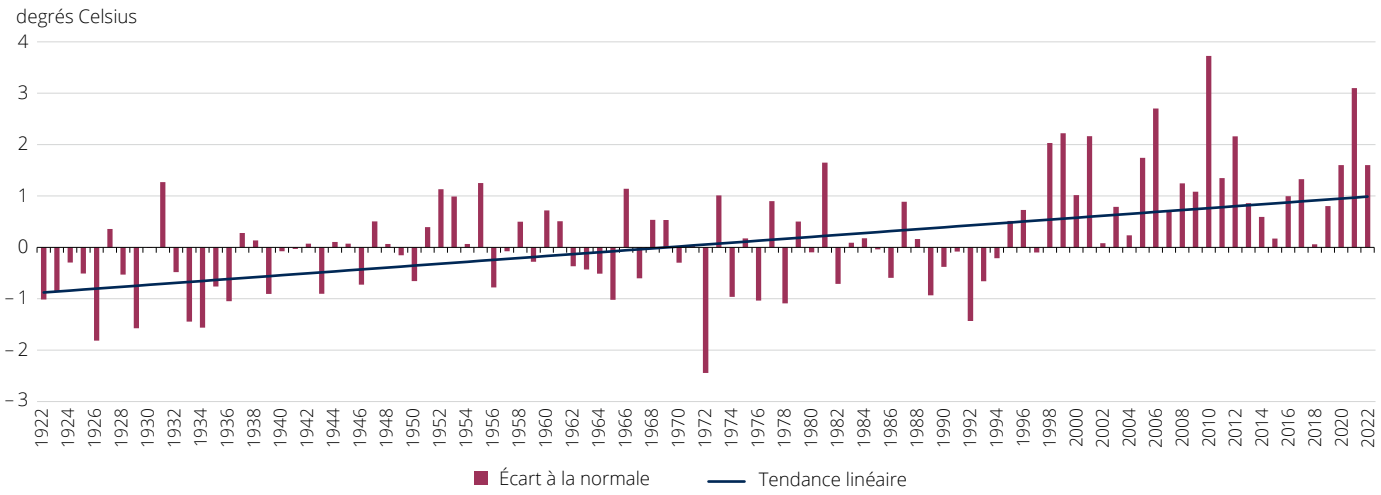
Malgré la pandémie, l'espérance de vie du Québec demeure parmi les plus élevées au monde. Cependant, le ralentissement de la tendance à l'amélioration de la survie, voire son renversement dans certaines populations, témoigne de l'apparition de risques émergents en matière de bien-être et de richesse nationale.

11. Les résultats de 2021 pour le reste du Canada seront disponibles au cours de l'été 2023.
12. STATISTIQUE CANADA (2022), « Décès, 2020 », *Le Quotidien*, [En ligne], composante du produit nº 11-001-X au catalogue de Statistique Canada, [www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220124/dq220124a-fra.htm].
13. STATISTIQUE CANADA (2020), « Tables de mortalité, 2016-2018 », *Le Quotidien*, [En ligne], composante du produit nº 84-537-X au catalogue de Statistique Canada, [www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200128/dq200128a-fra.htm].

Climat

Anomalies de température

Anomalies de température par rapport à la normale du 20e siècle, Québec, 1922-2022



Source : Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP), *Réseau de surveillance du climat du Québec*.
Compilation : MELCCFP, Direction de la qualité de l'air et du climat.

Les anomalies de température annuelle moyenne ont augmenté de 1,9 degré Celsius au cours des 100 dernières années, selon la tendance linéaire basée sur la régression de Theil-Sen. Elles sont restées positives chaque année depuis 1998, soit depuis 25 ans. À titre comparatif, la plus longue série d'années consécutives avec des anomalies positives vécue auparavant avait été de cinq ans[14].

L'augmentation de la température moyenne reflète l'évolution du climat au Québec. Les changements climatiques, y compris les phénomènes climatiques extrêmes, affectent les écosystèmes ainsi que le capital bâti et auront des incidences croissantes sur les conditions matérielles et la qualité de vie des personnes. Des anomalies de température de plus en plus importantes menacent le bien-être et la richesse nationale future.

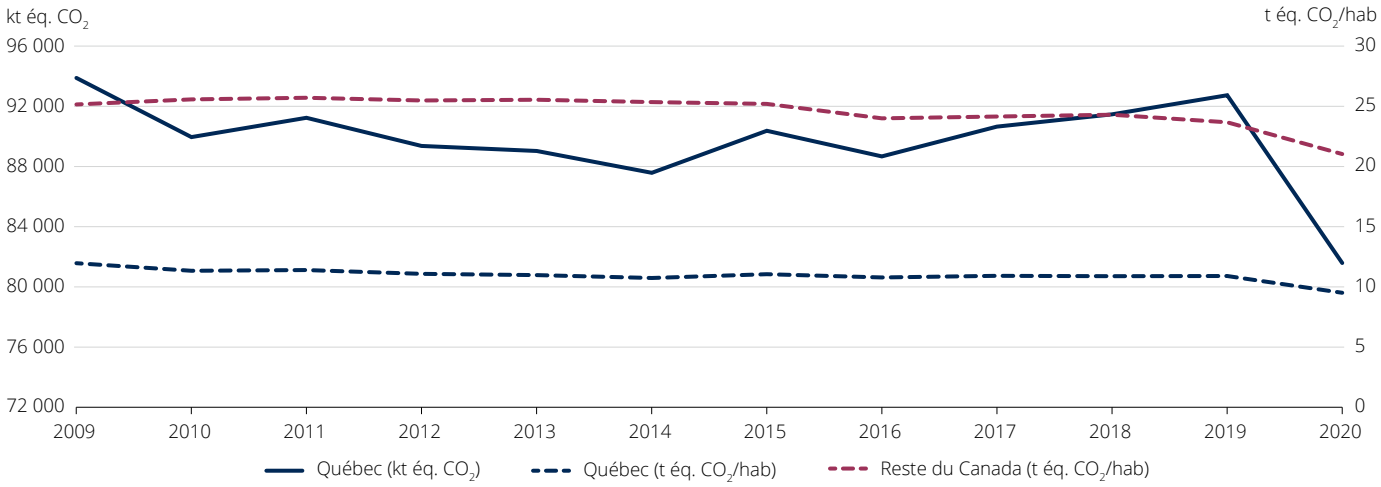
instamatics / iStock

14. GOUVERNEMENT DU CANADA (2023, mis à jour le 16 mai), *Bulletins des tendances et variations climatiques*, [En ligne], [www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/changements-climatiques/recherche-donnees/tendances-variabilite-climatiques/tendances-variations.html].

Climat

Émissions de gaz à effet de serre (GES)

Émissions de gaz à effet de serre (GES), Québec, et émissions par habitant Québec et reste du Canada, 2009-2020



Sources : Statistique Canada, *Tableau 38-10-0097-01 Compte de flux physique des émissions de gaz à effet de serre* et *Tableau 17-10-0005-01 Estimations de la population au 1er juillet*, par âge et sexe.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

L'évolution des émissions de gaz à effet de serre (GES) au Québec ne montre pas de tendance à la hausse ou à la baisse entre 2009 à 2020[15]. En 2020, le Québec a généré 81 594 kilotonnes d'équivalent CO_2 (kt éq. CO_2), soit 11 263 kt éq. CO_2 de moins qu'en 2019, année où les émissions s'étaient établies à 92 857 kt éq. CO_2. Cette réduction de 12,0 % s'explique en partie par la mise sur pause ou le ralentissement de plusieurs activités économiques durant la première année de la pandémie. Ainsi, il faut être prudent afin de ne pas confondre cette baisse subite et contextuelle avec une diminution à long terme[16].

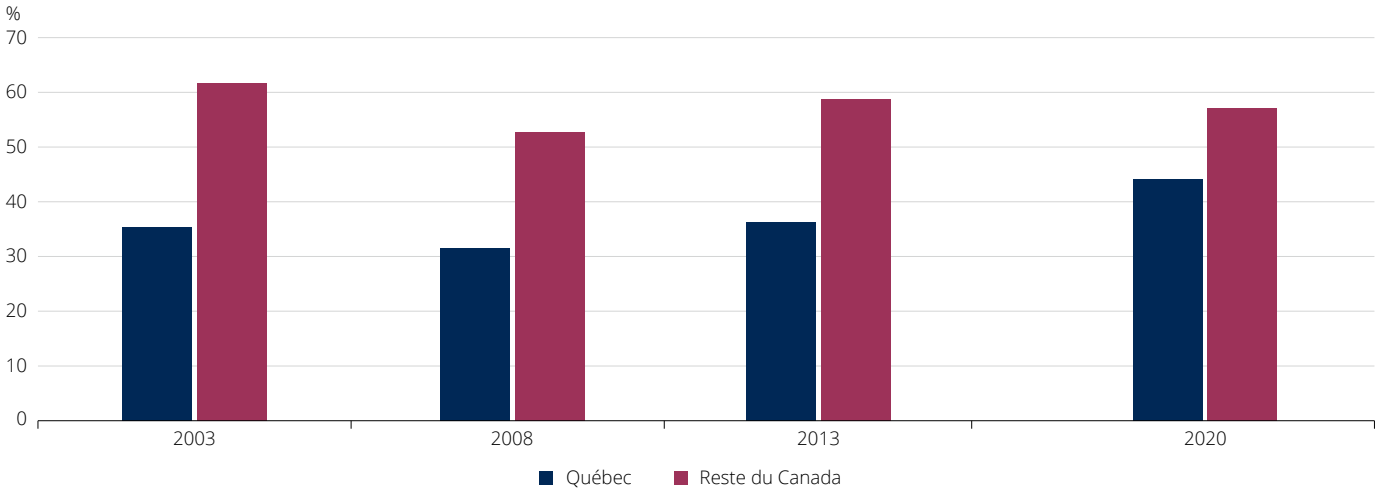
Les niveaux d'émissions de GES peuvent être comparés à ceux du reste du Canada lorsqu'ils sont divisés par la taille de la population. Entre 2009 et 2020, les émissions de GES par habitant au Québec ont légèrement diminué, passant de 12,0 à 9,5 tonnes éq. CO_2/hab. Elles ont aussi diminué dans le reste du Canada, mais demeurent beaucoup plus élevées qu'au Québec. En 2020, on calculait 21,0 tonnes éq. CO_2 par habitant dans le reste du Canada, contre 25,2 tonnes éq. CO_2 en 2009. La diminution des émissions relatives s'explique entre autres par l'accroissement de la population[17].

15. Cette conclusion concorde avec celle obtenue à partir des données de l'Inventaire québécois des émissions de GES du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques du Québec, de la Faune et des Parcs, dont les critères de comptabilisation diffèrent de ceux des données de Statistique Canada.
16. ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE CANADA (2023, mis à jour le 23 mai), *Émissions de gaz à effet de serre*, [En ligne], [www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/indicateurs-environnementaux/emissions-gaz-effet-serre.html].
17. Voir l'indicateur de contexte, le taux d'accroissement de la population en page 23.

Confiance

Confiance généralisée

Proportion de la population de 15 ans et plus ayant confiance en la plupart des gens, Québec et reste du Canada, 2003, 2008, 2013 et 2020



Source : Statistique Canada, *Enquête sociale générale – Identité sociale* 2003, 2008 et 2013, fichiers de microdonnées à grande diffusion.
Adaptation : Institut de la statistique du Québec ; *Enquête sociale générale – Identité sociale* 2020.
Compilation : Statistique Canada.

En 2020, près de 44 % de la population de Québec ont affirmé avoir confiance en la plupart des gens. Cette proportion représente une hausse par rapport à celle observée pour 2003[18], où elle était d'environ 35 %. La proportion est restée relativement stable entre 2003 et 2013 ; celle-ci correspond à près du tiers de la population. La hausse est principalement survenue entre 2013 et 2020 (36 % c. 44 %).

Le niveau de confiance généralisée est plus faible au Québec que dans le reste du Canada, où près de six personnes sur dix avaient confiance en la plupart de gens en 2020 (57 %). Contrairement au Québec, le reste du Canada affiche un niveau inférieur à celui observé en 2003 (62 %).

Un niveau de confiance généralisée élevé est considéré comme un élément fondamental du capital social qui favorise l'implication politique et sociale et la croissance économique, en plus d'améliorer le sentiment de sécurité[19]. Ainsi, le faible niveau de confiance observé au Québec peut notamment traduire un stock de capital social plus bas que dans le reste du Canada. Son augmentation laisse en revanche entrevoir l'accroissement de la richesse future.

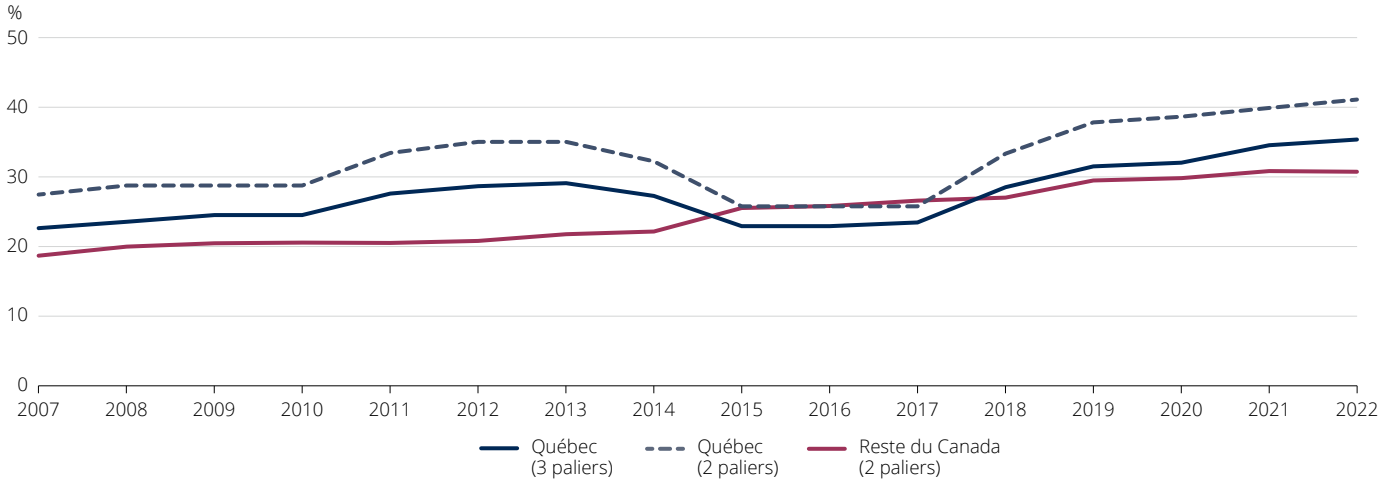
18. Le suivi des tendances doit être effectué avec prudence en raison d'un changement de mode de collecte en 2020 (passage vers un mode de collecte électronique). L'incidence du mode de collecte sur les estimations a été analysée et son ampleur est faible.

19. Martin TURCOTTE (2015), « Tendances du capital social au Canada », *Mettre l'accent sur les Canadiens : résultats de l'Enquête sociale générale*, [En ligne], produit nº 89-652 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, p. 17 [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/89-652-x/89-652-x2015002-fra.pdf?st=1kkkufCf].

Institutions

Présence des femmes sur la scène politique

Présence des femmes sur la scène politique fédérale et provinciale, Québec et reste du Canada, et sur la scène politique fédérale, provinciale et municipale, Québec, 2007-2022



Sources : Parlement du Canada, Élections et candidats élus ; Assemblée nationale du Québec, *Base de données sur les parlementaires québécois* ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, *Résultats des élections municipales générales*. Sites des assemblées législatives des provinces et des territoires canadiens.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Au Québec, les femmes représentent, en 2022, 35,4 % des personnes élues à titre de députée fédérale ou provinciale et de mairesse[20]. Elles sont plus présentes à l'Assemblée nationale du Québec (46,4 %) que dans les circonscriptions québécoises représentées à la Chambre des communes (35,9 %) et dans les mairies des municipalités du Québec (23,9 %). Entre 2007 et 2022, on observe une hausse de la présence des femmes sur la scène politique. En début de période, elles représentaient 22,7 % des personnes élues, une différence de 12,7 points de pourcentage par rapport à 2022. Au cours de la dernière année, la présence des femmes sur la scène politique du Québec a crû de 0,8 point de pourcentage. Cette hausse est attribuable à l'augmentation de la proportion de femmes élues aux dernières élections provinciales (+ 2,4 points de pourcentage).

Dans le reste du Canada, les femmes sont moins présentes sur la scène politique fédérale et provinciale ou territoriale[21] qu'au Québec en 2022 (30,8 % c. 41,2 %). On observe une augmentation de leur représentation sur ces deux territoires depuis 2007.

La présence croissante des femmes en politique au Québec traduit une avancée en matière d'égalité. Elle enrichit également les débats et favorise une société plus égalitaire et démocratique, ce qui soutient le progrès du Québec.

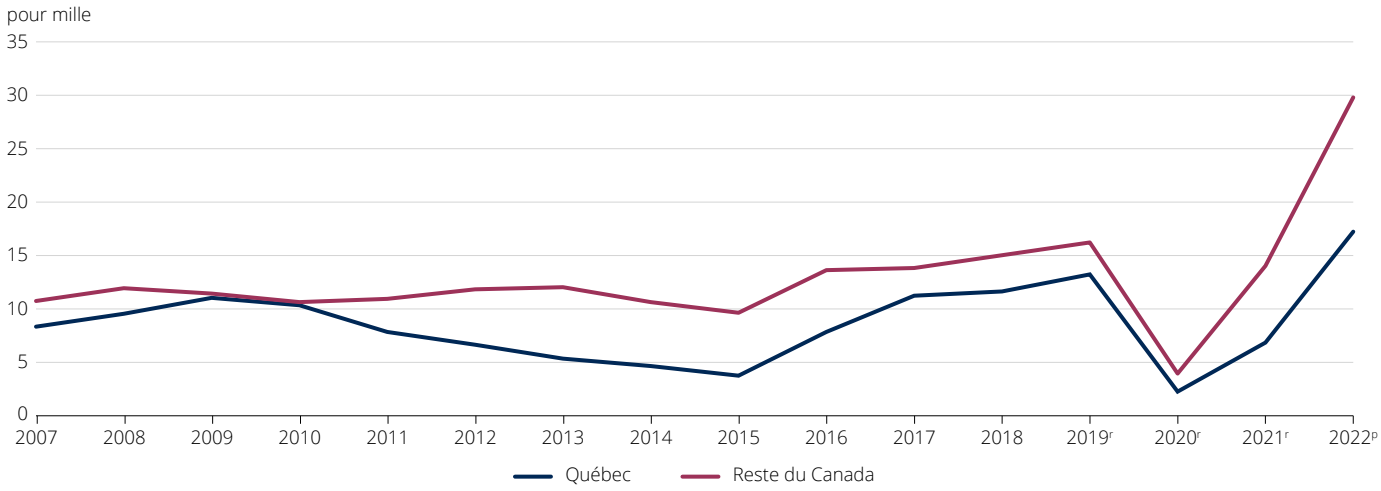
20. Les données illustrent la situation à la suite de la tenue d'élections générales fédérales, provinciales et municipales.

21. Pour faciliter les comparaisons avec le reste du Canada, seuls les paliers fédéral et provincial ou territorial sont pris en compte.

Contexte

Taux d'accroissement annuel de la population

Taux d'accroissement de la population, Québec et reste du Canada, 2007-2022



Source : Statistique Canada, *Estimations de la population* (mars 2023).
Adaptation : Institut de la statistique du Québec.

Entre 2007 et 2022, la population du Québec a augmenté d'année en année, mais le rythme de cette croissance a fluctué. Le taux d'accroissement a atteint un sommet de 17,2 pour mille (ou 1,7 %) en 2022. La croissance surpasse ainsi les niveaux relativement élevés atteints au cours de la période prépandémique. De 2017 à 2019, les taux se sont maintenus entre 11 et 13 pour mille, avant de chuter à seulement 2,2 pour mille en 2020.

L'évolution du taux d'accroissement de la population québécoise est comparable à celui de la population canadienne hors Québec, mais son rythme est inférieur.

La croissance de la population du Québec s'explique principalement par l'apport des gains engendrés par les échanges migratoires. Quant aux gains découlant de l'écart entre les naissances et les décès, ils tendent à diminuer d'une année à l'autre, notamment en raison de la hausse attendue des décès, laquelle est associée à la croissance et, surtout, au vieillissement de la population.

Définitions des indicateurs

Produit intérieur brut (PIB) réel par habitant

Le PIB correspond à la valeur de la production totale de biens et de services, sans double compte, à l'intérieur des limites géographiques d'un territoire, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production, au cours de l'année.

Cette valeur est exprimée en dollars constants ou enchaînés de 2012 afin d'éliminer les variations de prix et de rendre compte uniquement des variations du niveau de production d'une année à l'autre, et est divisée par la taille de la population.

Revenu médian ajusté

Le revenu médian après impôt ajusté en fonction de la taille du ménage correspond à la médiane du revenu de l'ensemble de la population. Plus précisément, on octroie aux particuliers de tous âges le revenu après impôt de leur ménage, après l'avoir ajusté pour tenir compte du nombre de personnes dans le ménage. Cet ajustement permet de refléter les économies d'échelle dans la consommation. Le revenu médian est celui qui sépare la population en deux parts égales, de telle sorte que la moitié a un revenu plus élevé et l'autre moitié, un revenu plus faible.

Taux de faible revenu selon la Mesure du panier de consommation (MPC)

Proportion de la population pour laquelle le revenu disponible à la consommation de l'unité familiale est inférieur au montant du panier de biens et services prévu par la Mesure du panier de consommation (MPC) pour cette unité.

Taux d'emploi

Le taux d'emploi correspond à la proportion de la population de 25 à 64 ans en emploi.

Écart de diplomation selon le milieu socio-économique

L'écart de diplomation selon le milieu socio-économique mesure la différence entre le taux de diplomation et de qualification sept ans après l'entrée au secondaire des élèves issus d'un milieu favorisé et celui des élèves issus d'un milieu défavorisé. Le diplôme ou la qualification peut avoir été obtenu à la formation générale des jeunes ou des adultes, ou à la formation professionnelle. Le milieu socio-économique des élèves est évalué à partir de l'indice de milieu socio-économique (IMSE).

Dépassements de la concentration de particules fines dans l'air

Les dépassements du seuil pour la concentration de particules fines dans l'air correspondent au cumul des jours où la concentration moyenne de particules fines ($PM_{2,5}$) a dépassé le seuil quotidien de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), soit plus de 25 µg/m^3 au-delà de 3 jours par année (consécutifs ou non)[22], et ce, à chacune des stations permanentes d'un territoire.

Santé mentale excellente ou très bonne

Cet indicateur correspond à la proportion de la population de 12 ans et plus percevant sa santé mentale comme excellente ou très bonne.

Indice de gravité de la criminalité

L'indice de gravité de la criminalité (IGC) mesure le volume et la gravité des crimes déclarés par les services policiers durant une année.

Infrastructures, bâtiments non résidentiels, machines et produits de propriété intellectuelle par habitant

L'indicateur des infrastructures, bâtiments non résidentiels, machines et produits de propriété intellectuelle est la valeur monétaire des stocks de capital fixe non résidentiel de l'ensemble de l'économie, par habitant. Ces stocks comprennent, par exemple, les ponts, les viaducs, les hôpitaux, les immeubles de bureaux, les ordinateurs et les logiciels, mais ne comprennent pas les constructions résidentielles.

Cette valeur est exprimée en dollars constants ou enchaînés de 2012 afin d'éliminer les variations de prix et de rendre compte uniquement des variations de stocks de capital fixe d'une année à l'autre, et est divisée par la taille de la population.

Valeur nette des administrations publiques par habitant

La valeur nette des administrations publiques par habitant équivaut à la somme de la valeur financière nette et des actifs non financiers des administrations publiques consolidées, divisée par la population. La valeur financière nette correspond au solde des actifs financiers et des passifs et peut donc être négative. Les actifs non financiers sont composés des actifs produits (actifs fixes, tels que les investissements accumulés dans les hôpitaux, ainsi que les inventaires et objets de valeur) et de certains actifs non produits, tels que les terrains.

Suite page 25

22. Il s'agit des lignes directrices de 2005. En septembre 2021, l'OMS a publié de nouvelles lignes directrices plus strictes.

Les administrations publiques comprennent les administrations publiques fédérale et provinciale, les municipalités, les établissements de santé et de services sociaux ainsi que les centres de services scolaires. Toutefois, les administrations publiques autochtones et les entreprises publiques (p. ex. Hydro-Québec) sont exclues. Les données des administrations sont consolidées afin d'éliminer les transactions entre les unités, et d'ainsi éviter le double comptage.

Détention d'un diplôme postsecondaire chez les 25-34 ans

L'indicateur réfère à la proportion de la population de 25 à 34 ans dont le plus haut niveau de scolarité atteint correspond à un diplôme d'études postsecondaires.

Espérance de vie

L'espérance de vie correspond au nombre moyen d'années qu'une génération fictive pourrait s'attendre à vivre si elle était soumise tout au long de sa vie aux conditions de mortalité d'une année ou d'une période donnée.

Anomalies de températures

Les anomalies de température correspondent au nombre de degrés Celsius d'écart entre la température moyenne de l'année et la température normale au 20e siècle. Elles sont interpolées pour l'ensemble du Québec.

Émissions de gaz à effet de serre (GES)

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) correspondent aux émissions des trois principaux GES générés, soit le dioxyde de carbone (CO_2), le méthane (CH_4) et l'oxyde nitreux (N_2O). Ces émissions proviennent des activités des industries, des administrations publiques, des institutions et des ménages, et sont compilées selon le Système de comptabilité économique et environnementale. Les émissions de GES sont exprimées en kilotonnes rendues équivalentes au poids du CO_2 selon le potentiel du réchauffement mondial du gaz (kilotonnes en équivalent de CO_2).

Confiance généralisée

La confiance généralisée est déterminée par la proportion de la population de 15 ans et plus rapportant avoir confiance en la plupart des gens.

Présence des femmes sur la scène politique

Cet indicateur présente la proportion de femmes parmi les personnes élues aux élections fédérales et provinciales. L'indicateur spécifique au Québec est calculé de deux façons : 1) la proportion de femmes parmi les personnes élues aux élections fédérales et provinciales, pour favoriser la comparabilité avec le reste du Canada, et 2) la proportion de femmes parmi les personnes élues aux élections fédérales, provinciales et municipales.

L'indicateur reflète la situation à la suite de la tenue d'élections générales. Il ne tient pas compte des résultats aux élections partielles.

Taux d'accroissement annuel de la population

Le taux d'accroissement annuel de la population correspond à la variation entre l'effectif estimé au 1er janvier d'une année donnée et celui de l'année qui suit, rapportée à l'effectif estimé au 1er juillet. Le taux est exprimé en pour mille.

Pour plus d'information sur les concepts et la démarche qui a mené à la sélection des indicateurs, voir *Les indicateurs de progrès du Québec – Cadre conceptuel et méthodologique*.

Tableaux statistiques d'intérêt

Indicateurs de progrès du Québec. Principaux résultats

Abréviations et signes conventionnels

p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée
t	Tonne
kt	Kilotonne
$PM_{2,5}$	Particulate matter 2,5 : particules dans l'air ayant un diamètre aérodynamique inférieur ou égal à 2,5 micromètres (µm)
µg/m^3	Microgrammes par mètre cube

Notice bibliographique suggérée

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2023). *Indicateurs de progrès du Québec – Résultats et analyse. Édition 2023*, [En ligne], L'Institut, p. 1-26. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/indicateurs-progres-quebec-analyse-2023.pdf].

Ce bulletin a été réalisé à l'Institut de la statistique du Québec par :

Marie-Andrée Gravel, Sarah Roy-Milliard et Rébecca Méango

Sous la direction de :

Patrick Monsengo,
Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Nathalie Audet,
Direction des enquêtes et des indicateurs sociaux

Éric Deschênes,
Direction générale des statistiques et de l'analyse économiques

Bertrand Perron, Direction générale des statistiques et de l'analyse sociales

Avec la collaboration de :

Luc Belleau, Anne Binette Charbonneau, Sophie Brehain,
Luc Cloutier-Villeneuve, Stéphane Comeau, Frédéric Fleury-Payeur,
Marie Mélanie Fontaine et Katrina Joubert,
Institut de la statistique du Québec

Marc-André Foucreault et Éric Larrivée
Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Révision linguistique et édition :

Direction de la diffusion et des communications

Photo en couverture : DisobeyArt / Shutterstock

Pour plus de renseignements :

Centre d'information et de documentation
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Courriel : cid@stat.gouv.qc.ca

Site Web : statistique.quebec.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3e trimestre 2023
ISBN 978-2-550-95204-6 (en ligne)

© Gouvernement du Québec
Institut de la statistique du Québec, 2023

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/droits-auteur-permission-reproduction

Institut de la statistique Québec